

## La France est-elle en train de s'internationaliser ?

Si l'on fait le bilan par le critère des échanges commerciaux, la réponse est non.

Pas seulement parce que nous accumulons des déficits croissants de notre balance commerciale, mais tout simplement parce que l'exportation joue un rôle moins important dans notre produit national brut. Nous nous recentrons en fait sur notre marché intérieur.

Quelques chiffres pour illustrer cette tendance : entre 2000 et 2010 les exportations sont passées de 24% à 21% du PIB français.

Dans le même temps les exportations allemandes ont bondi de 29 à 41% du PIB allemand. Celles de l'Italie ont connu le mouvement inverse du nôtre, passant de 22% à 24% du PIB italien. La Grande Bretagne a un bilan qui reste plus modeste (un peu moins de 20% du PIB), mais qui progresse d'un demi-point sur 10 ans.

Si l'on regarde du côté des pays émergents, le constat est radicalement différent.

La Corée, pays désormais développé, a vu la part de ses exportations dans le PIB passer de 32 à 47% sur la même décennie, la Chine de 20 à 28% malgré la taille gigantesque de son marché intérieur, la Thaïlande – dont la population est équivalente à la nôtre – de 52 à 62%, le Vietnam enfin de 45 à 70%.

Ces chiffres recouvrent une réalité quotidienne : l'exportation est de plus en plus incontournable pour toutes les générations de jeunes asiatiques ou de jeunes allemands qui arrivent sur le marché du travail et doivent « penser international ».

Pourtant sur d'autres critères la France est au cœur de la mondialisation :

- les investissements étrangers (nous sommes en moyenne le troisième pays d'accueil des investissements directs étrangers dans le monde) et français à l'étranger,
- les mouvements migratoires comme pays d'accueil et de plus en plus comme pays d'émigration (avec par exemple une progression de 11% des expatriés français en Asie l'année dernière).

S'internationaliser pour une entreprise française signifie très vite investir à l'étranger, pas nécessairement pour délocaliser mais pour avoir des bases de production moins coûteuses et plus proches des marchés en croissance. Et pour un jeune français cela signifie de plus en plus s'expatrier plutôt que de travailler à l'exportation en restant en France.

Il n'est pas surprenant que, face à ce constat, le débat politique mette au premier plan la question de la désindustrialisation (qui est désormais plus engagée en France qu'en Grande Bretagne). Mais il ne faudra pas se tromper de remède : seule une amélioration de la compétitivité dans ses différentes composantes pourra nous permettre d'inverser la tendance, pas une fermeture des frontières.

*Lu sur le blog de Gabriel Croisy (pseudonyme d'un haut fonctionnaire, expert des économies émergentes, particulièrement celles d'Asie où il est basé) où il exprime ses points de vue en toute indépendance.*

Source : AGEFI, 03/05/2012